

Publié le 7 Février 2018 - Mis à jour le 7 Février 2018

Dentifrices empoisonnés et téléphones qui explosent

"Rise and Kill First" : le livre qui révèle les secrets de la stratégie israélienne d'élimination ciblée des ennemis de l'Etat hébreu



Dans un livre intitulé "Rise and Kill First", le journaliste Ronen Bergman évoque les milliers d'assassinats ciblés ordonnés par Israël, depuis la création de l'Etat hébreu.



Avec [Eric Denécé](#)
[Voir la bio en entier](#)

Atlantico : Le livre du journaliste Ronen Bergman parle de 2700 assassinats ciblés orchestrés par Israël. Est-ce que ce chiffre vous paraît crédible et comment l'expliquer ?

Eric Denécé : Malheureusement oui.

D'abord il faut rappeler que cette tradition des éliminations ciblées a commencé dans les années 30 avant la création d'Israël et sous la direction d'Orde Wingate, officier britannique qui deviendra un général célèbre de la Seconde Guerre mondiale. Il avait créé dans les années 30 les Special Night Squads qui étaient composées de combattants juifs qui menaient des raids contre les villages arabes et procédaient à des éliminations.

A la création de l'Etat d'Israël cette tradition ne s'est pas totalement perdue. Initialement, les Israéliens pratiquaient plutôt des enlèvements (c'est ce qu'ils ont fait avec des anciens nazis). C'est à la suite des événements de

Munich, en 1972, qu'ils ont décidé d'appliquer la loi du Talion. Le titre du livre "Rise and kill first" s'inspire d'un texte du Talmud qui dit "Si tu sais que ton ennemi veut te tuer, lève-toi d'abord et tue le en premier".

Evidemment 2 700 assassinats ciblés c'est énorme. Sur 70 ans cela fait près de 40 opérations par an. Mais Israël n'est pas le seul pays à avoir eu recours à ces pratiques. La France en a fait usage pendant la guerre d'Algérie et François Hollande a même admis que l'on y avait encore recours dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Mais ce sont surtout les Américains qui y recourent massivement, avec les frappes de drones de la CIA et les opérations spéciales du Pentagone.

Bien sûr, le cas d'Israël est particulier, car c'est un pays qui est en état de guerre permanente depuis 1948. Dans le conflit israélo-palestinien, les négociations n'ont jamais permis d'arrêter les affrontements. Face aux attentats, les Israéliens ripostent et essayent d'éliminer tous les leaders terroristes. Si l'essentiel des cibles sont des Palestiniens, le Mossad cible également d'autres ennemis de l'Etat hébreu : des scientifiques iraniens travaillant sur le programme nucléaire de Téhéran, des étrangers fournissant d'armes à ses ennemis d'Israël (notamment à l'Irak de Saddam Hussein) et des dirigeants adverses (assassinat de généraux syriens). Et depuis une dizaine d'années, la cible privilégiée de ces opérations est le Hezbollah libanais.

Chaque fois, le but est décapiter les structures adverses et de les empêcher d'agir en éliminant leurs cadres les plus importants : leaders, stratèges, artificiers, responsables de l'approvisionnement en armes... Mais cela ne réduit pas la menace : ces actions parviennent seulement à la repousser.

Ces assassinats ont peu à peu évolués sur le plan technique. Les premiers étaient essentiellement des éliminations directes ; puis les attaques à l'aide d'explosifs se sont multipliées. Enfin sont entrés en jeu les drones armés, voire les avions de combat, capables de frappes chirurgicales grâce à la qualité des informations des services de renseignement ou à l'installation de balises.

Un certain nombre d'observateurs disent que ces assassinats ciblés sont du terrorisme d'Etat. C'est une erreur majeure. Nous avons affaire là à deux approches totalement différentes. Certes, dans les deux cas, ce sont bien des crimes, des meurtres, tout à fait condamnables d'un point de vue éthique. Ce n'est justifié que par la raison d'Etat.

Mais il y a une différence fondamentale entre un assassinat ciblé et un acte terroriste. Dans le premier cas, il s'agit d'une opération complexe, que préparent et à laquelle participent plusieurs dizaines d'opérateurs de services spéciaux. Ils travaillent pendant des mois pour éliminer une cibles définie, et souvent une seule, en cherchant à limiter au maximum les dégâts collatéraux, c'est-à-dire la mort d'innocents. Cela ne marche pas toujours, le Mossad a par exemple tué un innocent à Lillehammer, en Norvège, en 1973. Un acte terroriste est tout le contraire. C'est une opération – elle aussi préparée, quoique moins minutieusement, dont le but est de faire le maximum de victimes innocentes. Si ces deux types d'action sont critiquables, elles ne sont pas comparables.

A titre d'exemple, pendant la guerre d'Algérie, le général De Gaulle, afin de déterminer qui pouvait être éliminé, avait mis en place un Brain Trust Action et lui avait imposé des règles d'emploi assez contraignantes, notamment de ne jamais s'en prendre à citoyen français, fusse-t-il un opposant farouche.

Est-ce que le contexte suffit à expliquer cette négation du droit sous prétexte que la fin justifie les moyens ? Sont-elles vraiment efficaces lorsque l'on voit que la situation sur place n'a pas vraiment changé?

Eric Denécé : Oui, malheureusement, la situation sécuritaire d'Israël ou la lutte contre le terrorisme explique ces pratiques. Nous l'avons fait pendant la guerre d'Algérie, et les Britanniques l'ont fait encore plus récemment contre l'Irish Republican Army, en Ulster et à Gibraltar. Rappelons également que d'autres Etats y ont recours, la Turquie par exemple, contre les opposants kurdes.

Quant à l'efficacité réelle de ces assassinats ciblés, c'est une question fait débat. Que serait-il advenu si tel ou tel leader palestinien n'avait pas été éliminé ? Cela a-t-il réduit le danger ? C'est en réalité très difficile à évaluer.

Une des grandes questions que se posent ceux qui réfléchissent à ces méthodes, dans les services ou, plus rarement dans le milieu politique, est : "Si en 1937 on avait pu éliminer Hitler est-ce que l'on aurait évité la

Seconde Guerre Mondiale?". Peut-être. Peut-être pas. Personne ne peut l'affirmer. Peut-être que le régime nazi se serait décomposé... ou peut-être Goering aurait-il repris le flambeau et aurait été pire qu'Hitler

Ainsi, ces assassinats ciblés peuvent avoir des effets très différents : soit déstabiliser un mouvement, soit au contraire nourrir l'esprit de vengeance des ses membres et accroître l'antagonisme. Malheureusement, la deuxième issue est plus fréquente que la première. Et l'Histoire montre aussi que les organisations clandestines, comme la nature, ont horreur du vide. En éliminant un artificier du Hamas, est-ce qu'il ne sera pas remplacé ? Malheureusement si. Et en assassinant un scientifique iranien, est-ce que l'on ralentit vraiment le programme nucléaire de Téhéran ? Temporairement, tout au plus.

Finalement, le seul cas dans lequel ce type d'assassinat ciblé peut être trouver une justification acceptable, c'est lorsqu'il s'agit d'éliminer des individus prêts à passer à l'action, qui ne se rendront pas et qui vont provoquer la mort de nombreux innocents.

Au début des années 2000, avant de relancer leurs opérations d'éliminations ciblées des terroristes d'Al-Qaïda, les Américains ont fait réaliser par la RAND corporation une étude sur l'efficacité des ces pratiques. Elle a étudié les opérations françaises en Algérie, britanniques contre l'IRA, israéliennes, rhodésiennes et colombiennes. L'un des points les plus intéressants était le compte-rendu d'un échange sur ce sujet avec les Israéliens, qui dirent alors aux Américains qu'ils se posaient des questions. Après avoir éliminé la majorité des leaders palestiniens, ils s'étaient aperçu que cela ne suffisait pas à enrayer le terrorisme. Ils se sont alors mis à cibler systématiquement les cadres intermédiaires, pour « écrémer » les mouvements. Mais cela eut pour effet de détruire les hiérarchies opérationnelles, cela eut comme conséquence néfaste de provoquer l'émergence de multiples cellule autonomes, non centralisées, beaucoup plus difficilement détectables, imprévisibles, et difficiles à infiltrer.

Quelles peuvent être les conséquences d'un abus de ces "opérations homo" ?

Eric Denécé : Le risque est une forme d'accoutumance pour l'Etat qui les pratique et la systématisation du recours aux assassinats ciblés pour régler des problèmes qui pourraient sans doute être traités autrement. Le danger est que, lorsqu'un gouvernement dispose d'une unité dédiée à ce genre de missions, il soit tenté de l'utiliser. Cela peut entraîner des dérives. Mais en même temps, un Etat responsable, peut-il vraiment se priver d'une telle option, surtout s'il est en guerre ou menacé. C'est là un véritable débat moral.

Commander la [version anglaise de "Rise and kill first" de Ronen Bergman](#)

